



Itinéraire des marches : Les manifestants divisés au sujet du choix des leaders de la C 14

Depuis un temps, l'opposition peine à manifester suivant ses propres itinéraires. Les tentatives se sont soldées par un échec avec dans certains cas, des courses poursuites et autres affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Ce mercredi à Lomé, premier jour de la marche de la coalition des 14 partis de l'opposition pour le compte de cette semaine, il n'y a pas eu de manifestations comme prévu. Tôt le matin, les points de départ sont bouclés par les forces de l'ordre et de sécurité. Aucun rassemblement n'est autorisé à ces endroits.

Au siège de la Convention Démocratique des Peuples Africains CDPA, (parti membre de la coalition), les responsables de la coalition ont tenu une réunion avant d'animer une conférence de presse dans l'après-midi pour condamner une "violation du droit de manifester" des togolais, et d'appeler par ailleurs à une journée "Togo mort" le 18 juin prochain.

Sur les lèvres des manifestants rencontrés sur place dans la matinée, c'est la question relative aux itinéraires des marches qui est évoquée. Pour certains en effet, les leaders

de la coalition doivent accepter les itinéraires proposés par le Gouvernement, lesquels itinéraires se concentrent dans les quartiers Bè, Anfamé et Akodésséwa pour ce qui concerne la ville de Lomé. Ce qui, aux yeux de ces militants, leur permettrait au moins de manifester tranquillement en attendant de revenir sur les anciens itinéraires.

Pour d'autres, il n'est pas question de céder aux propositions du Gouvernement, estimant que les marches sont organisées pour véritablement déranger un temps soit peu, la vie normale dans la cité afin de montrer à l'opinion que ça ne vas pas dans le pays.

« *Si nous acceptons les propositions du Gouvernement, un jour il nous dira d'aller manifester dans un village ou dans une ferme (...)* », a laissé entendre un militant, la mine très serrée.

La coalition de l'opposition a lancé cette semaine, une série de manifestations sur trois jours pour maintenir la pression sur le pouvoir de Faure Gnassingbé. Elle exige entre autres le retour à la Constitution originelle de 1992, le droit de vote de la diaspora, la révision du cadre électoral, les réformes institutionnelles et la libération des prisonniers politiques.

Cette crise togolaise commence véritablement par inquiéter la CEDEAO qui a décidé de prendre les choses en main en collaboration avec les facilitateurs ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé, afin de faire bouger les lignes.

Samedi 02 Juin dernier, une mission de l'organisation sous régionale a échangé à Lomé avec les protagonistes de la crise notamment le pouvoir et la coalition de l'opposition pour non seulement relancer le dialogue politique inter-togolais entre temps suspendu depuis le 23 Mars dernier, mais aussi parvenir à une feuille de route pour une sortie de crise, d'autant plus qu'à la prochaine session de la CEDEAO, les facilitateurs

devront soumettre des recommandations aux Chefs d'Etat pour examen en vue d'une issue définitive de la crise togolaise.

Au demeurant, Lomé reste quadrillée pour le moment par les forces de l'ordre et de sécurité.

David